

L'UFCM-CGT accuse !

Les cheminots n'ont plus confiance en la Direction. Pourquoi ?

G. PEPY affirme dans les médias « je ne négocie pas avec les grévistes ».

En décembre, face à la mobilisation des informaticiens, la Direction rassure, le projet de co-entreprise IBM/SNCF n'est pas mûr et une prochaine commission se tiendra en fin de 1^{er} trimestre 2010. Mais, le lendemain, elle convoque un CA SNCF extraordinaire pour le valider contre l'avis des administrateurs salariés et des cheminots. Face à 75 % de grévistes dans les DSI (100 % dans certaines UP), la Direction persiste dans le cynisme. Aucune réponse n'est apportée, uniquement des balivernes qui servent à endormir l'attention et à noyer le poisson. De quoi mettre les cheminots en colère. Ils envahissent le CE-DT pour s'opposer à la disparition des SI SNCF, pour le maintien des emplois en France et pour délit d'entrave aux IRP*. A la réunion faisant suite au dépôt d'une DCI, les réponses de la Direction éludent de nouveau les vrais problèmes. Le 1^{er} avril, les informaticiens sont en grève à plus de 83 % pour exiger le retrait de ce projet. A ce jour aucune nouvelle et pourtant les informaticiens ne sont pas en grève.

Voilà le dialogue social à la mode G.PEPY !

La SNCF vit un conflit qui va laisser des traces... difficiles à effacer. La posture de blocage adoptée par la Direction de la SNCF sera lourde de conséquences. Les annonces du Président Pépy affirmant qu'il ne négocierait pas pendant la grève ont eu comme seuls effets de crispier et de tendre les relations sociales.

Un déni de lois républicaines

C'est la 1^{ère} fois dans l'histoire sociale de la SNCF que le 1^{er} dirigeant de cette grande entreprise nationale refuse de voir s'exercer le droit constitutionnel de faire grève, car c'est bien ainsi que doit s'interpréter le comportement de cette Direction. Poussé par le locataire de l'Élysée, G. PEPY s'est enlisé dans une posture d'intransigeance dommageable pour tous. Dans les réunions de concertation qui ont précédé cette action, la direction de la SNCF n'a fait aucune proposition de nature à répondre aux attentes des cheminots contrairement à ce qu'affirment la Direction et les Organisations Syndicales à sa botte. Il est utile de préciser que l'UNSA et la CFDT se sont installées dans la cogestion. L'une, en sortant de l'unité syndicale sans rien. L'autre, en co-élaborant, seule, un simulacre de négociation vide de contenu si ce n'est quelques mesurées catégorielles pour les ADC afin de satisfaire son association de conducteurs autonomes. Pour la Direction de la SNCF, négocier signifie uniquement accepter leurs dictats et les accompagner benoîtement. C'est ainsi que G. PEPY entend conduire le dialogue social et salir l'image des organisations syndicales qui ne s'installent pas dans la compromission. Les tables rondes et autres réunions de concertation sont utilisées par la Direction pour tenter de faire entériner ses choix sans discussions possibles. Pire, dans certains cas, elle annonce au national des modifications de sa stratégie mais localement elle poursuit les réorganisations et restructurations pour faire peser le doute sur les contenus des négociations et le travail des organisations syndicales. La Trahison, les manigances, les coups tordus sont les outils utilisés par nos dirigeants qui cherchent à mener la SNCF à son éclatement pour mieux la privatiser et casser le statut social des cheminots qui est une épine dans le pied du gouvernement et du MEDEF.

Une manipulation médiatique

Alors que 45 % des ADC et des ASCT sont en grève sur le plan national, avec de très fortes mobilisations dans certaines régions, la Direction a fait des annonces de trafics normaux totalement erronées. Ce qui a conduit les usagers à l'exaspération et mis sous pression les agents présents dans les gares. Cette démarche médiatique a pu faire illusion les 1^{ers} jours mais l'effet boomerang ne s'est pas fait attendre lorsque les usagers ont constaté les suppressions de trains, les substitutions par des bus, ou le blocage des réservations. Cette manipulation médiatique n'est pas digne de dirigeants d'une grande entreprise de transport public. Il en va de même lorsque le DRH de la SNCF s'exprimant sur les ondes parle de prises d'otages, accuse les grévistes de désinvoltés ou qualifie l'action d'insupportable. Ces mots ont un sens et doivent être pesés. Ces propos sont diffamants pour les agents en grève car utilisés par certains journalistes aux seules fins de culpabiliser les cheminots en grève au yeux de l'opinion publique. La même stratégie d'enfumage a été utilisée lorsque la Direction a laissé penser qu'elle ouvrait des portes à la discussion. La Fédération CGT des Cheminots a dû peser sur ces rencontres pour qu'elles ne soient pas vides de contenu. Les dirigeants de la SNCF ne se rendent pas compte des conséquences de telles manœuvres, nous savons bien que leur seul but est de porter le discrédit sur la CGT sans mesurer que cette arme va se retourner contre elle et surtout contre les cadres et managers de terrain identifiés comme les porte-paroles de la Direction.



Un DPX... relevé de ses fonctions

Au Fret à Miramas, un cadre de proximité a « osé » discuter avec les représentants CGT, les grévistes et dans le même temps reconnaître que le triage par gravité devait être maintenu au regard du nombre de wagons à traiter quotidiennement. Aujourd'hui, après avoir été lâché par sa hiérarchie et relevé de son poste, il est en dépression ! C'est ainsi que sont traités les cadres de la SNCF qui s'octroient un soupçon d'autonomie comme leur statut professionnel devrait le permettre. Mais les dirigeants de la SNCF malgré les grands discours ne sont pas sur cette conception. Pour eux, les cadres doivent être de simples exécutants aux ordres, totalement acquis à la politique et à la stratégie de la Direction même si celles-ci conduisent la SNCF à sa perte. Voilà comment sont traités les dirigeants de proximité quand ils ont une démarche intègre et honnête !

Un encadrement jeté en pâture

A la reprise de cette action de grève, l'attitude de la Direction va certainement laisser des plaies béantes. **Des agents qui ont fait valoir leur droit de faire grève ont été traités comme des malfaiteurs ou des coupables. Les dirigeants de l'entreprise ont été incapables de prendre la mesure du mécontentement grandissant.** Les réorganisations menées à la hussarde, les restructurations territoriales imposées en bafouant les droits les plus élémentaires des IRP*, des dirigeants d'activité qui se conduisent comme des patrons du CAC 40, le Fret sacrifié par le patron routier BLAYAU, le produit du travail des cheminots utilisé pour acheter des entreprises privées au détriment du développement de l'entreprise publique et de l'amélioration des conditions sociales des cheminots sont autant de facteurs de **colère volontairement ignorés.** **G. PEPY et son COMEX ont refusé de voir la réalité des choses, ils ne supportent pas que les cheminots avec la 1^{ère} organisation syndicale représentative puissent intervenir sur les choix économiques et sociaux de l'entreprise.** G. PEPY a cité en exemple M. BON, celui qui a privatisé France Télécom, avec les conséquences que nous connaissons. Il a pris Renault et Air France comme des transformations de grandes entreprises à imiter, malgré la dégradation des conditions sociales des salariés, la politique de délocalisation et d'externalisation des charges de travail qu'elles ont mise en œuvre. Comme il le fait depuis son arrivée, **G. PEPY va demander à son encadrement de supporter les conséquences de son attitude et va poursuivre sa démarche managériale qui vise à laminer tout esprit contradictoire.** Les cadres ont été utilisés pour conduire ou accompagner les trains afin de conforter le discours de SARKOZY sur les grèves qui ne se voient plus, mais **personne ne se soucie de la dégradation des rapports qui vont suivre au sein des équipes entre les managers de proximité et leurs agents.**

* IRP : Instances Représentatives du Personnel

L'UFCM-CGT appelle les maîtrises et cadres à exiger de la Direction...

- ➡ Qu'elle engage de véritables négociations à partir des revendications des cheminots dans l'action ;
- ➡ Qu'elle respecte les cheminots, leur statut et leurs droits ;
- ➡ Qu'elle s'engage pour le développement de l'entreprise publique et du service public ;
- ➡ Qu'elle honore les valeurs de la République et de la Constitution Française ;
- ➡ Qu'elle traite avec considération et loyauté son encadrement.

L'UFCM-CGT et ses adhérents condamnent l'attitude affligeante de la Direction dans le déroulement de ce conflit qui a débuté le 6 avril 2010 et l'accuse de ne pas créer les conditions permettant d'y mettre un terme.



Je souhaite :

- Prendre contact
 Me syndiquer

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Date de naissance :/...../.....
Établissement :



Bulletin à remettre à un militant UFCM-CGT ou
A renvoyer à la fédération CGT des Cheminots – UFCM-CGT
263, rue de Paris – Case 546 – 93515 Montreuil Cedex